

Le 12 février 2018, le chef du gouvernement conservateur d'Australie, Malcom Turnbull, a présenté le rapport annuel destiné à évaluer les progrès accomplis, dix ans après la mise en œuvre de la stratégie intitulée « Closing the Gap » (« combler le fossé »), visant à lutter contre les multiples inégalités entre les autochtones et le reste de la population. Aucun des objectifs de cette stratégie n'a été atteint et seulement trois sont « sur la bonne voie ».



Interview pour le GITPA de Martin Préaud

4/ Y a t'il eu, localement, des progrès qui pourraient servir d'exemples visant à relancer cette stratégie ?

Outre les administrations publiques et leurs agences, le « secteur autochtone de l'administration » en Australie, selon l'expression de l'anthropologue Tim Rowse, se compose d'une multitude d'organisations créées et contrôlées par les communautés autochtones. Depuis maintenant plus de cinquante ans, ces organisations ont développé une expertise considérable mais leur capacité d'action demeure contrainte par les mécanismes de financement public, dont les conditions changent régulièrement et tendent à précariser leur situation (appels à projets, contrats courts, etc.). Pourtant, ce sont bien ces organisations qui construisent et mettent en œuvre des solutions souvent innovantes et toujours adaptées au contexte local des communautés Aborigènes et Insulaires, dont les particularités en termes sociaux, culturels voire linguistiques appellent des solutions sur-mesure, à tout le moins ancrées dans les réalités locales. Il est évident, par exemple, que la notion de famille ne peut pas être considérée de la même manière en contexte autochtone que pour le reste de la population australienne, en raison de la place qu'occupent les systèmes de parenté dans les organisations et la vie sociales ; pourtant les politiques publiques en la matière partent systématiquement du modèle australien (papa, maman, les enfants) sans aucune considération pour ces spécificités que les organisations autochtones, parce qu'elles procèdent de ces formes d'organisation, intègrent au cœur de leur action. Donc, oui, des progrès, des initiatives, des modèles émergent dans tous les sens en Australie et elles sont le fait d'organisations dites « communautaires » - on en trouve des exemples chaque année dans les rapports du Commissaire à la justice sociale aborigène. Le problème, précisément, tient à ce que ces organisations ne sont jamais associées à l'élaboration des politiques publiques et très rarement dans leur mise en œuvre et que les initiatives qui fonctionnent demeurent le plus souvent soumises à la contrainte budgétaire et à la merci de réformes ou de coupes. Pour donner un exemple parlant, l'organisation avec laquelle j'ai travaillé dans le Kimberley, était financé par plus de 19 sources publiques de financement (et

quelques autres issues des ONG), en vertu d'accords dont les plus longs ne couraient pas sur plus de trois ans. Cette situation ne permet pas de pérenniser les initiatives pertinentes et empêche tout essaimage des solutions qui ont prouvé leur capacité à des problèmes qui demeurent « insolubles » aux yeux des administrations australiennes.

Référence à l'article de Le Monde du 13/02/2018

Le sort des Aborigènes d'Australie ne s'est guère amélioré

Dix ans après le lancement d'un plan de lutte contre les inégalités, seuls trois objectifs sont en passe d'être remplis.

http://www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2018/02/13/le-sort-des-aborigenes-d-australie-ne-s-est-guere-ameliore_5256032_3216.html